



RESTRUCTURATION DES TRESORERIES DE LA CUB

Bordeaux, le 20 juin 2013

LE FLOP !

Déjà en 2008, au mépris des agents et des usagers, la Direction présentait un projet de restructuration de certaines Trésoreries de la CUB avec :

- les fermetures des trésoreries: du Bouscat, de Bègles et de Saint Médard en Jalles.
- La spécialisation de 3 postes collectivités locales : Pessac , Blanquefort et Villenave-d'Ornon
- La spécialisation de 2 postes impôts : Talence et Mérignac.
- Et, cerise sur le gâteau, le recouvrement de Pessac devait partir à la cité administrative !

En juillet 2012 ça recommence, La DRFIP relance le dossier des restructurations sur la CUB. La Direction convoque les OS à une réunion informelle pour présenter un nouveau projet de restructuration des Trésoreries de la CUB au travers duquel, trois propositions sont formulées. La Direction indique très clairement le choix qu'elle a effectué :

En résumé ce projet :

- **supprime 6 Trésoreries** : Le Bouscat, Bègles, Bordeaux-Est, Pessac, Saint-Médard, Talence.
- **crée 5 SIP** sur les 5 CDI actuels en intégrant les services recouvrement des trésoreries supprimées auxquels il faut ajouter Blanquefort et Villenave d'Ornon (SIP Le Bouscat à Mérignac , SIP Pessac à la Cité, SIP Talence à la Cité, SIP Bordeaux Nord-Est à Cenon, SIP Bordeaux Sud-Est à Cenon)
- **spécialise 3 Trésoreries** en gestion Secteur Public Local (Blanquefort, Villenave).
Pour rappel , les trésoreries de Mérignac et de Cenon sont déjà spécialisées en SPL.

➤ La CGT a signalé que ce projet allait une fois de plus à l'encontre du service public. Nous avons aussi rappelé que les agents en 2008 avaient souffert d'un même projet semblable à celui-ci.

La Direction avait dit à l'époque (juillet 2012) que ceci ne restait qu'un projet, et que seule la DG prendrait la décision du scénario retenu.

Nous savions très bien lequel : celui qui permettrait à la Direction et à la DG de faire un maximum d'économies, en particulier sur les loyers notamment sur Pessac et Talence.

La Direction, comme en 2008 s'est déplacée dans chaque Trésorerie concernée en expliquant aux agents une fois de plus tous les bienfaits de ces restructurations qui vont débiter au 01/01/2014 et en rappelant que les agents auront le choix de suivre le métier ou de formuler une future affectation. Quelle chance !!

La Direction ne cesse de mettre en avant le professionnalisme des accueils déjà existant, comme à la cité administrative, mais elle ne veut pas entendre quand on leur dit que l'accueil est déjà très chargé et que ce changement ne fera qu'aggraver le mécontentement des usagers et surcharger de travail les collègues. Ce ne sera pas la Direction qui essuiera les agressions verbales et éventuellement physiques ! Les collègues ne sont pas protégés par des vitres, le contact est direct. Les nouveaux outils, fiches d'agression, TBVS etc... ne peuvent pas rétablir le préjudice moral subi par les collègues.

Pourquoi autant d'acharnement en Gironde ?

La CGT comme en 2008, a donc décidé de réagir. Cette année là, notre combat avait participé à faire capoter ce projet avec le soutien des élus. Nous avons fait connaître par courrier aux élus des communes concernées le projet de la Direction et leur avons demandé de bien vouloir nous recevoir pour élaborer ensemble une riposte. Nous avons été reçus par certains élus des communes impactées par ce nouveau projet dont Pessac, Talence, Villenave d'Ornon et le Taillan. Les maires de Talence et Pessac ont écrit au DRFIP pour faire connaître leur mécontentement sur ce projet qu'ils rejettent en bloc. Le maire de Talence a même proposé de faire payer un loyer à 1€ symbolique ! **Aujourd'hui, le DRFIP n'a même pas répondu à cette proposition.** La CGT a aussi rencontré le Conseiller Général de Bègles (PC) qui a initié la motion du Conseil Général s'opposant au projet, ainsi que des associations de Bègles qui militent déjà contre des fermetures de services publics autres que la Trésorerie. Celle-ci serait une fermeture de trop et ils nous soutiennent dans notre démarche. Ils seront avec nous pour nous aider à combattre ce projet. Nous avons décidé de faire en septembre des HMI sur toutes les Trésoreries concernées par les restructurations, que ce soient celles concernées par les fermetures ou celles concernées par le transfert du communal et du recouvrement. Nous ferons aussi les marchés des communes rattachées aux Trésoreries partout où cela sera possible pour faire connaître aux usagers le devenir de leur service public de proximité, et obtenir leur soutien par le biais d'une pétition. La CGT a proposé de faire des réunions d'usagers afin qu'ils connaissent les difficultés qu'ils rencontreront demain pour un simple renseignement, une simple aide pour remplir leur feuille d'impôt, déposer leurs chèques pour payer leurs impôts ou pour se faire payer un chèque des conseils généraux. Dans le but d'être le plus efficace possible, **la CGT** a proposé des actions communes aux autres OS du département. A suivre...

Ces restructurations n'ont aucune autre prétention que de réduire le nombre de Trésoreries en Gironde, afin de limiter les coûts par des suppressions de postes et d'emplois, et de permettre ainsi au DRFIP

Acte 4 d'atteindre les objectifs qui lui sont fixés par la DGFIP. La direction se moque bien dans cette histoire du service public rendu à l'usager ! Quel est l'élu, quel est le citoyen, le contribuable qui se soit opposé à l'organisation actuelle des postes urbains de la CUB, et auquel on ait demandé son avis pour mener à bien cette réforme ? **Le DRFIP informe puis, décide.**

► **Le DRFIP n'est pas sans savoir** que la fréquentation des contribuables est en augmentation constante depuis 3 ans dans les Trésoreries de la CUB. **Le DRFIP devrait savoir** que les services publics et la proximité de leur guichet représentent un lien social essentiel dans une société en crise et de plus en plus exclusive pour nos concitoyens.

► **Le DRFIP** se moque bien des conséquences de toutes ces réformes pour les personnels, changement d'affectation, changement de métier. On met les collègues devant le fait accompli, La CGT considère que nous ne sommes pas dans une phase de restructuration, mais bien dans un cycle de déstructuration de notre réseau.

► Après avoir entendu il y a quelques semaines que la Direction modifiait son projet en ne retirant que le recouvrement des Trésoreries, nous venons d'apprendre que le projet des restructurations était mis en sommeil pour 2014 voire 2015 pour certaines Trésoreries. Pour l'instant, le seul projet prévu pour début 2014 est le transfert du recouvrement de la Trésorerie du Bouscat à Mérignac. Là aussi, tout est fait dans la précipitation, avec la convocation d'une commission immobilière pour l'aménagement du SIP à Mérignac avant le CTL habilité à acter ce projet.

► La prochaine Trésorerie impactée serait celle de Bdx Est, puisque tout le quartier de la Benaugue doit

être rénové. Certaines tours devraient être démolies en 2014 ? Cependant, le transfert de la Trésorerie de Bdx Est sur le centre de Cenon est repoussé à cause d'un manque de crédit pour les travaux du hall....

L'abandon provisoire du projet de restructuration, s'il remet en cause la crédibilité de notre direction locale, pose en plus le problème du devenir de nos missions et de notre administration. Si un tel projet a vu le jour, c'est que des engagements avaient été pris à Paris. Pourquoi cet arrêt provisoire ? On a le sentiment qu'il n'y a pas de visibilité et de lisibilité politique dans les choix de nos dirigeants. Nous pouvons penser que notre travail auprès des élus a un réel impact. Nous allons continuer, afin que ce projet soit définitivement abandonné.

► **Un CTL spécial restructuration se tiendra le 08 juillet.** Nul doute que la Direction pourra nous éclairer sur l'évolution de ces projets qui pour l'instant ne filtrent que par des bruits de couloir.

Nous serons vigilants lors des prochaines CAP afin que les Trésoreries concernées par les restructurations ne soient pas vidées de leurs effectifs.